

FRANCE-LIBAN

De l'émancipation à l'entente cordiale

Depuis 1943, date de l'indépendance, les deux nations entretiennent une profonde relation, héritée du mandat français sur le Levant. Paris, forte de ses liens avec les chrétiens maronites, se tient désormais aux côtés de tous les habitants du pays du Cèdre, continuant de leur apporter son aide et de soutenir leur souveraineté. **PAR HENRY LAURENS**

Lorsque le Liban devient indépendant, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les sentiments envers la France, qui a exercé un mandat de la Société des Nations sur le pays entre 1920 et 1943, sont très différents de ceux que peuvent ressentir d'anciens colonisés vis-à-vis de l'ex-puissance coloniale. D'abord parce que les mandats attribués par la SDN après la Grande Guerre ne constituent pas une forme de domination coloniale à proprement parler. Ils se situent à mi-chemin entre celle-ci et la coopération. La puissance mandataire, suivant la définition de la SDN, doit aider le pays qu'elle occupe à préparer son indépendance. Elle exerce le pouvoir politique, assure le maintien de l'ordre, mais intègre les élites locales à l'administration.

Et l'expérience mandataire au Liban a par ailleurs été beaucoup moins conflictuelle qu'en Syrie, où le mandat français a été marqué par plusieurs révoltes durement réprimées par l'armée française. Cela est dû au fait que, bien avant l'époque du mandat, une relation particulière s'était construite entre la France et le Liban, plus précisément avec la communauté des chrétiens maronites. La tradition la fait remonter

aux croisades, durant lesquelles les maronites se sont alliés aux Francs et rattachés à l'Église de Rome, alors que les autres chrétiens du Proche-Orient reconnaissaient pour la plupart l'autorité du patriarche de Constantinople. L'alliance entre la France et l'Empire ottoman, établie sous François I^{er}, a ensuite favorisé le commerce entre la France et les «échelles du Levant», les ports sous domination ottomane, parmi lesquels ceux de la côte libanaise.

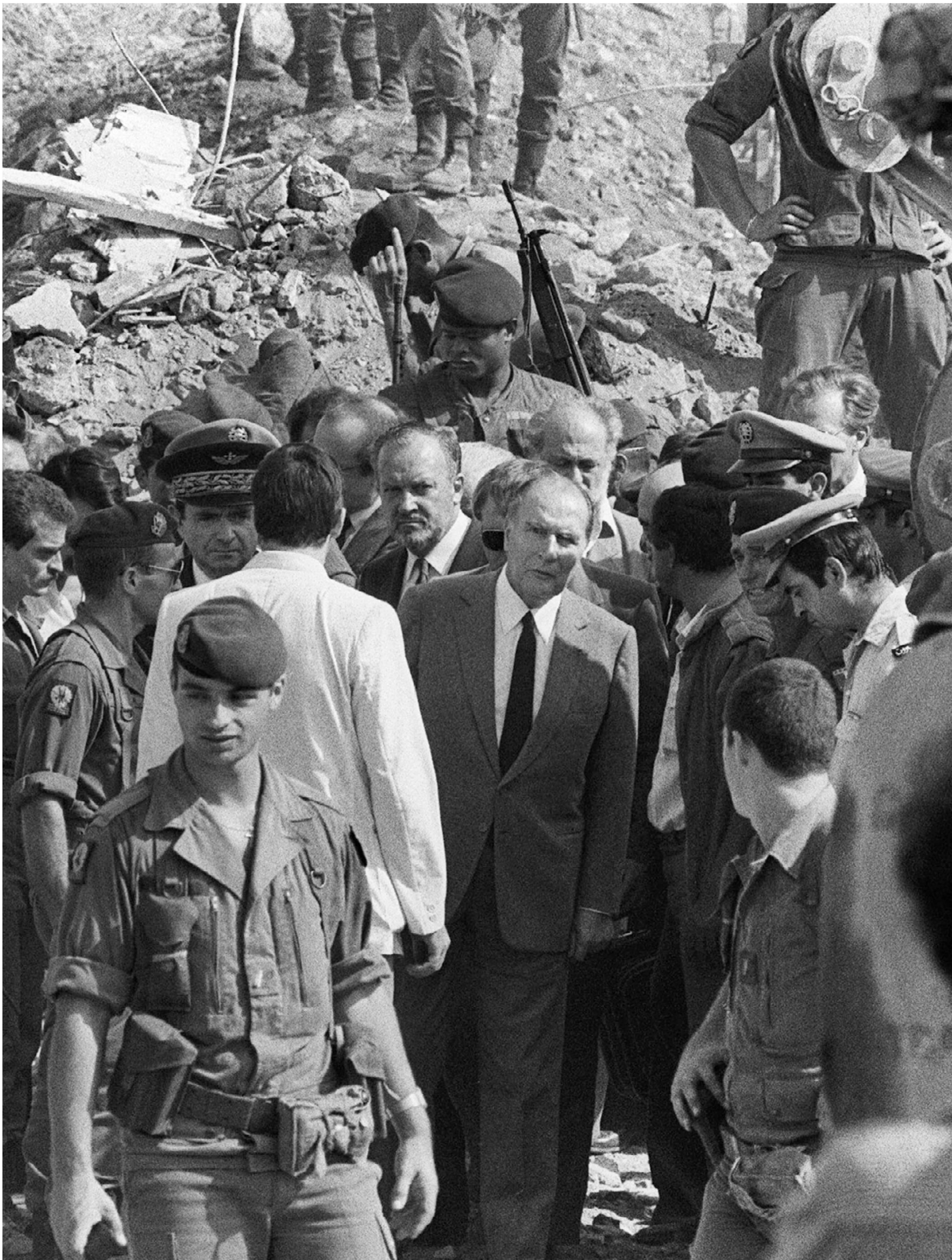
Une place privilégiée, même après l'indépendance

Mais les rapports franco-libanais se cristallisent vraiment à partir de 1860. Cette année-là, dans la montagne libanaise, les maronites sont attaqués par la communauté voisine des Druzes. Pour les protéger, la France envoie alors un corps expéditionnaire, qui effectue une mission principalement humanitaire. Les liens se resserrent fortement. À la fin du XIX^e siècle, c'est notamment le cas sur le plan économique: la soie, principale production de la montagne libanaise, est en grande partie exportée vers le marché français, via les «soyeux», les industriels lyonnais. Toutefois, dans le Liban qui devient indépendant en 1945, il n'y a pas que des

maronites, mais aussi des Druzes, des chiites, des chrétiens orthodoxes... et des sunnites qui, après les maronites, forment alors la seconde communauté libanaise la plus importante sur le plan démographique. En 1943, sunnites et maronites, via leurs représentants politiques, ont conclu un «Pacte national» qui fonde le Liban moderne sur le principe d'un compromis entre les communautés: tandis que les musulmans, jusqu'alors attachés à l'idée d'une fusion du pays avec la Syrie, acceptent l'existence d'un État libanais indépendant, les chrétiens acceptent de ne plus regarder vers l'Occident, assumant l'identité arabe du Liban.

Après 1945, la France ne continue pas moins d'occuper une place privilégiée. Aussitôt après l'indépendance, ses intérêts économiques demeurent considérables, notamment dans le secteur bancaire. Mais ils se dissolvent...

Hommage Le 24 octobre 1983, dans Beyrouth ravagée par la guerre civile, Mitterrand se rend sur le site de l'attentat – revendiqué par le Mouvement de la révolution islamique libre – qui vient de frapper les forces françaises, chargées du rétablissement de la paix.



... assez vite, car le capitalisme libanais, extrêmement dynamique, absorbe la plupart des entreprises françaises qui étaient restées implantées dans le pays. Toujours est-il que de nombreux entrepreneurs français vont tirer profit du «miracle libanais» des années 1950 et 1960, cette période de très forte croissance durant laquelle le pays du Cèdre est vanté en Occident comme la «Suisse du Moyen-Orient», stable, laborieux et doté d'un puissant secteur bancaire: l'essentiel des capitaux circulant au sein de ce Liban prospère étant constitué par les pétrodollars des pays du Golfe, Beyrouth, première place financière du Proche-Orient, devient pour les intérêts français une porte d'accès privilégiée à ces pétromonarchies en rapide essor.

Le relais de la « politique arabe » de la France

Pour la France des Trente Glorieuses, le Liban constitue d'abord un relais majeur de son influence diplomatique dans la région. Dans les années 1950, la IV^e République, en s'alliant à Israël, avec lequel elle mène en 1956 l'expédition de Suez, s'aliène la plupart des pays arabes, une hostilité qui se renforce avec l'exacerbation de la guerre d'Algé-



rie. Tous les États arabes rompent alors leurs relations diplomatiques avec la France, sauf le Liban. En échange de quoi les gouvernements français successifs font bien comprendre à Israël qu'il n'a pas intérêt à s'en prendre à son voisin libanais. Lorsque, après les

accords d'Évian, le général de Gaulle fait basculer la stratégie française au Proche-Orient, s'éloignant progressivement d'Israël pour engager durablement la France dans ce qu'on a appelé sa «politique arabe», le Liban demeure son premier allié dans la région. Le président français noue d'ailleurs une réelle complicité avec son homologue, le général Chehab, président du Liban entre 1958 et 1964, un militaire francophile que le futur fondateur de la V^e République avait rencontré durant son séjour à Beyrouth, entre 1929 et 1931, au sein de l'état-major des troupes françaises du mandat.

À la faveur de cette entente cordiale sur le plan diplomatique, la France de l'après-guerre consacre de nombreux efforts à maintenir son influence culturelle au Liban, soucieuse d'entretenir la francophonie du pays, cas unique au Proche-Orient. Dans son autre ancien mandat, en Syrie, la pratique du français s'est, en effet, rapidement effondrée, les gouvernements syriens ayant mené dès les débuts de l'indépendance une politique d'arabisation à outrance, en interdisant quasiment les écoles francophones. Rien de tel au Liban, où, après l'indépendance, une grande partie de la population continue de

« Beyrouth-sur-Seine »

De puissantes vagues d'émigration ont marqué l'histoire du Liban dès la fin du XIX^e siècle. La France est alors surtout un pays de transit pour les familles qui fuient la misère de la montagne libanaise : la plupart embarquent sur des paquebots dans des ports français pour aller s'installer dans les deux Amériques. Mais certains émigrés libanais, avant tout des chrétiens francophones, se fixent à Paris, Lyon ou encore Marseille, formant une communauté qui se signale dès le début du XX^e siècle par sa réussite économique. Cette diaspora libanaise de France connaît une forte inflation durant la guerre civile de 1975-1990 : de nombreux membres des « bonnes familles » libanaises, ainsi que des populations d'origine plus modeste mais très diplômées, en majorité maronites, fuient les troubles pour s'installer notamment dans les beaux quartiers parisiens. On parle dès lors de « Beyrouth-sur-Seine » pour évoquer ces immigrés à l'intégration express, car presque tous francophones, qui deviennent rapidement très influents dans les cercles économiques et politiques français.

Depuis le début du XXI^e siècle, l'immigration libanaise en France se poursuit à un rythme moindre, et elle s'est diversifiée, comme le souligne Henry Laurens : « Aujourd'hui, ce sont en majorité des chiïtes, issus de milieux plutôt populaires, dont beaucoup tiennent des restaurants, qui vont du petit snack de quartier à des établissements haut de gamme. » Cette diaspora, qui se développe depuis plus d'un siècle, est aujourd'hui estimée à environ 200 000 personnes. C. G.



Haute fidélité De Gaulle visite Beyrouth en 1941 ; en 2016, le président Hollande se rend au Liban – notamment auprès de la communauté chrétienne – ébranlé par la guerre en Syrie, suivi d'Emmanuel Macron, en 2020, qui témoigne de sa solidarité après une explosion dans la capitale. Preuves d'un intérêt marqué de la France pour ce pays de cinq millions d'habitants.

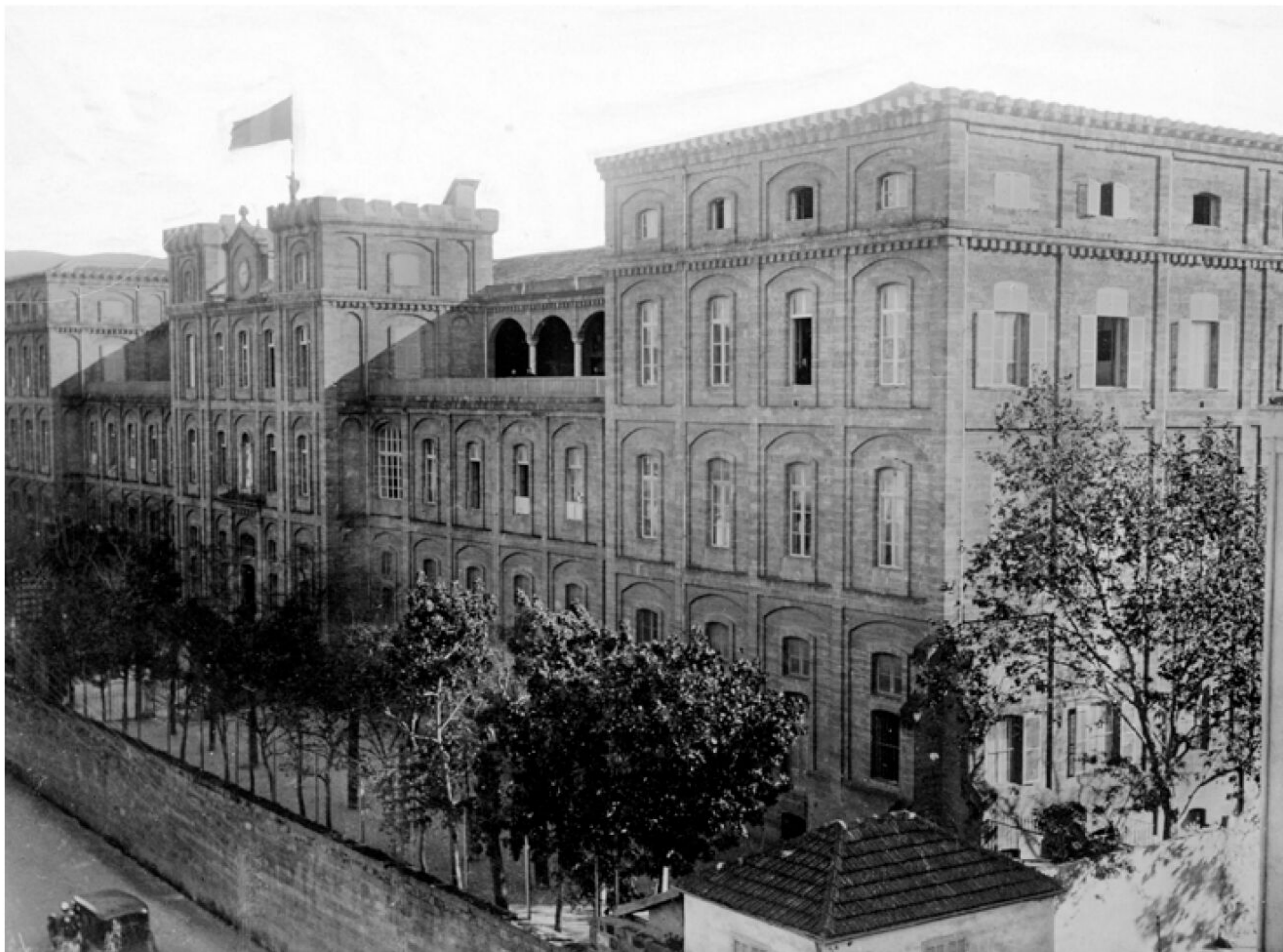
parler le français, à commencer par les maronites, ainsi que la quasi-totalité des membres des élites politiques, économiques et intellectuelles, quelle que soit leur confession.

Cela s'explique avant tout par le fait que le français demeure, au lendemain de la guerre, la langue dans laquelle se prodigue l'enseignement secondaire au sein de nombreux établissements (*lire l'encadré p. 42*), dont beaucoup sont même homologués par l'État français – ils suivent les programmes de l'Hexagone et préparent leurs élèves à deux baccalauréats, le libanais et le français. Pour les Libanais qui font des études supérieures, la prestigieuse université Saint-Joseph de Beyrouth, fondée en 1875 par des missionnaires jésuites, peu après sa grande «rivale», l'université américaine de la ville, dispense elle aussi des cours en français, et délivre des diplômes reconnus en France. Le gouvernement français met par ailleurs rapidement en place des bourses d'excellence permettant à de jeunes Libanais d'étudier dans les universités françaises et, en 1965, l'inauguration de la Maison du Liban, au sein de la Cité internationale universitaire du boulevard Jourdan, à Paris, permet de développer l'accueil des étudiants libanais.

Une défense de la paix et des équilibres sans grand succès

Au cours de ces années 1960, beaucoup des baby-boomers libanais appartiennent à la génération yéyé, même s'ils n'ont pas étudié en France, car les radios libanaises diffusent alors en boucle les chansons de Johnny Hallyday, Sylvie Vartan et consorts. Cette proximité linguistique et culturelle, qui reste vivace aujourd'hui, explique qu'un Français ne soit pas tout à fait considéré comme un étranger au •••





Haut lieu Depuis 1875, l'université Saint-Joseph de Beyrouth regroupe 13 facultés et fait rayonner le savoir en trois langues (français, anglais et arabe).

Francophiles et francophones...

En 2019, selon Campus France, plus de la moitié des élèves libanais fréquentaient des écoles, collèges et lycées où l'enseignement est dispensé en français et en arabe. Parmi eux, 100 000 environ sont inscrits dans des établissements qui suivent les programmes scolaires français – pour la plupart privés, ils sont prisés des milieux privilégiés. Et, dans l'enseignement supérieur, outre l'historique université Saint-Joseph de Beyrouth, près d'un quart des universités libanaises est francophone. Cette caractéristique du système éducatif libanais explique la vitalité de la langue française dans un pays qui, s'il ne compte que l'arabe comme langue officielle, mentionne l'usage du français dans sa constitution. Aujourd'hui, près de la moitié des Libanais parlent le français, et 20 % l'utilisent quotidiennement. Beaucoup le disent pourtant menacé par la progression de l'anglais. « Ce qui est certain, c'est que, depuis le début du XXI^e siècle, le trilinguisme français-anglais-arabe se développe au sein des classes moyennes et supérieures, précise Henry Laurens. Mais la francophonie libanaise est loin d'être menacée de disparition : depuis la fin de la guerre civile, elle a par exemple fait beaucoup de progrès au sein de la communauté chiite. » C. G.

... Liban, pas plus qu'un Libanais en France. À partir des années 1970, en revanche, l'influence politique et diplomatique de la France au Liban s'affaiblit peu à peu, à mesure que s'effrite son rayonnement international. Lorsque la guerre civile libanaise éclate, au printemps 1975, le gouvernement français s'évertue à servir de médiateur entre les communautés, comme il l'avait fait à l'époque du mandat. Mais les efforts de l'ancien Premier ministre

Maurice Couve de Murville, envoyé à Beyrouth par le président Giscard d'Estaing avec la mission de faire cesser les combats, restent vains. La France voit, avec impuissance et tristesse, le conflit s'exacerber et s'inscrire dans la durée. Et elle subit sa part de violences. En 1981, l'ambassadeur de France au Liban, Louis Delamare, est assassiné par un commando armé par les services syriens. Deux ans plus tard, toujours à Beyrouth, 58 parachutistes français

appartenant à la force de maintien de la paix occidentale déployée à la demande du gouvernement libanais sont tués lors d'un attentat-suicide. Pour fuir le conflit, beaucoup de Libanais, appartenant notamment aux « bonnes familles » de la haute bourgeoisie, choisissent de s'exiler en France, renforçant une communauté aux racines anciennes (*lire l'encadré p. 40*).

Après la fin de la guerre, en 1990, alors que le Liban est mis sous tutelle par la Syrie, Paris choisit de ménager Damas, y voyant le seul moyen de préserver l'indépendance du pays, ainsi que sa francophonie, si précieuse à ses yeux. Sur ce dernier point, cette stratégie a fonctionné : les Syriens n'ont pas touché au système éducatif et culturel francophone jusqu'à leur départ contraint en 2005, en partie dû à un revirement de la politique française.

Une influence culturelle qui s'ouvre aux arabophones...

Depuis les années 1990, la France a d'ailleurs réorienté sa stratégie d'influence culturelle au Liban, en s'efforçant de l'étendre aux non-chrétiens. La communauté chiite se tourne ainsi de plus en plus vers la culture française, inscrivant ses enfants dans des établissements francophones. Le nouveau chef du Hezbollah, Naïm Qassem, qui a succédé à Hassan Nasrallah, assassiné par l'armée israélienne en septembre 2024, parle ainsi parfaitement français. Et, au sein de la communauté sunnite, longtemps méfiante vis-à-vis de l'ancienne puissance mandataire, les sentiments anti-français ont largement reflué. Jacques Chirac y a contribué de façon décisive, durant sa présidence, en exploitant habilement sa relation intime avec le sunnite Rafiq Hariri (1944-2005), qui était alors Premier ministre du Liban.

Si, faute d'un poids géopolitique suffisant, la France n'a aujourd'hui guère de prise sur le drame libanais en cours, comme l'a montré la vaine intervention d'Emmanuel Macron dans la vie politique locale après les explosions dans le port de Beyrouth en août 2020, les liens culturels entre les deux pays restent ainsi particulièrement forts. **PROPOS RECUEILLIS PAR CHARLES GIOL**